

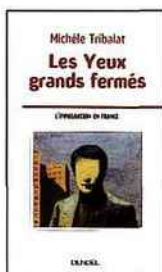
Actualité

# La réalité de l'immigration

Le débat sur les flux migratoires, longtemps considéré comme tabou, vient de revenir sous les feux de l'actualité à la lumière de deux parutions de mars 2010. La première est un nouvel ouvrage de Michèle Tribalat (cf. ci-dessous), la seconde est l'œuvre de Jean-Paul Gourévitch (1), qui nous présente ici ses travaux.

par Jean-Paul Gourévitch

**Les chiffres.** Par des analyses rigoureuses mais différentes, ces deux ouvrages aboutissent à un constat identique. La réalité des flux migratoires a été jusqu'ici sous-estimée et dissimulée à l'opinion publique pour ne pas aviver la xénophobie. Aujourd'hui pourtant, l'INSEE, dans ses publications comme *INSEE Première*, s'intéresse non seulement aux personnes d'origine étrangères nées à



## Michèle Tribalat: *Les yeux grands fermés*

L'auteur de cet essai, qui travaille depuis plus de trente ans sur l'immigration et les populations d'origine étrangère (elle est directrice de recherche à l'Institut National d'Études Démographiques), s'attache ici avec courage, comme elle l'a déjà fait dans plusieurs autres ouvrages, à démonter l'entreprise politico-médiatique qui veut à tout prix convaincre les Français de souche que l'immigration est un bienfait pour la démographie, l'économie, l'emploi et les retraites. Dès lors, les méthodes utilisées par les organismes officiels et les statistiques fourniees, ainsi que les déclarations répétées par les dirigeants et les bien-pensants cachent volontairement une réalité qui est en fait bien moins positive. Toutes ces dérobades sont ici démontrées avec une implacable rigueur. Avec Michèle Tribalat, on est conduit à constater que ces dénis de réalité reposent sur des *a priori* idéologiques (antiracisme, peur de l'islamophobie, utopie mondialiste) annonciateurs de lendemains douloureux.

**Annie Laurent ■**

Michèle Tribalat, *Les Yeux grands fermés* L'immigration en France, Denoel, 2010, 223 pages, 19 €.

l'étranger et ayant décidé de s'installer en France – définition classique de l'immigré – mais à la population née en France dont au moins un des parents est immigré. Au total, selon Michèle Tribalat, la population des immigrés et de leurs descendants directs serait en France en 2008 de 11,7 millions d'habitants soit 19 % du total, en augmentation de 33 % sur 9 ans. Pour *Contribuables Associés* qui ne prend en compte que la population métropolitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et considère que celle des enfants d'origine étrangère se limite à ceux qui ont deux parents étrangers et à 50 % de ceux qui n'en ont qu'un, l'estimation de cette même population est de 7,7 millions soit 12,5 % de l'ensemble des résidents concernés avec une forte augmentation sur les dix dernières années.

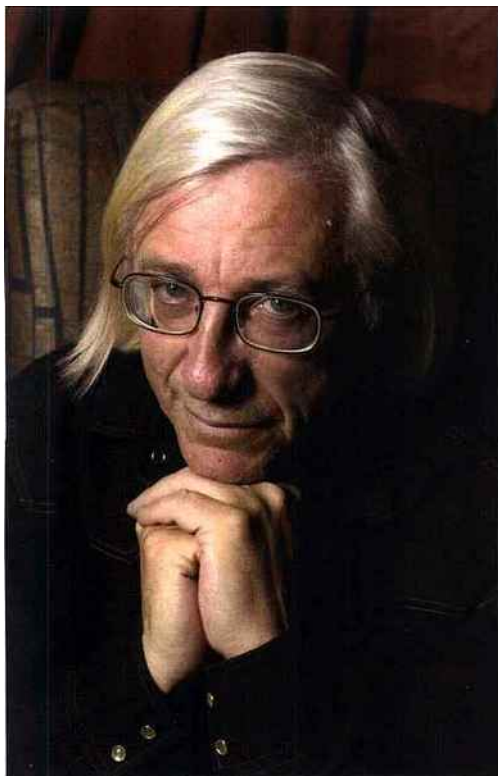
**Le coût de l'immigration.** Au moment où la dette de la France s'élève à 25 000 euros par citoyen (bébés compris), la question de sa réduction se pose à tous les niveaux de l'État. L'argument moral selon lequel « l'immigré n'est pas une marchandise » pèse peu face à une France adulte qui est prête à subventionner des déficits structurels (le handicap, les retraites, la protection sociale...) mais veut savoir combien cela lui coûte et ce qu'on fait de son argent.

Selon *Contribuables Associés*, les dépenses que l'État consent pour l'immigration se montent à 79,4 milliards d'euros dont près des trois-quarts relèvent des coûts sociaux. Les recettes à 49 milliards d'euros dont plus des deux tiers sont dus à la fiscalité di-

recte (État et collectivités locales) et aux impôts indirects (TVA et TIPP). Déficit global pour les finances publiques : 30,4 milliards d'euros soit 1,5 point de PIB.

Le coût ne se limite pas à l'arithmétique des recettes et des dépenses. L'État investit aussi à moyen terme par l'aide publique au développement transformée récemment en accords de partenariat, et par une politique de la ville (éducation, logement, santé...) notamment en direction des primo-arrivants et des enfants d'origine étrangère qui constitueront demain les forces vives de la nation. L'aide aux pays d'origine n'a qu'un effet marginal sur la contraction des flux migratoires, mais les dépenses annuelles d'intégration (5,70 milliards d'euros) sont quasi équivalentes à la plus-value générée par le travail des immigrés pour la communauté nationale (5 milliards d'euros).

**Réduire le déficit ?** Les deux analyses considèrent qu'il faut abandonner le slogan selon lequel « l'immigration est une chance pour la France », sous prétexte qu'elle favoriserait la croissance, pallierait l'hiver démographique de l'Europe et paierait les retraites d'une communauté nationale de moins en moins active. Les études conduites outre-Manche et outre-Atlantique montrent que l'immigration n'a pas d'effet globalement positif sur les finances publiques tant que l'immigration de peuplement qui coûte à l'État plus qu'elle ne rapporte reste supérieure à l'immigration de main-d'œuvre qui rapporte un peu plus qu'elle ne coûte quand elle n'est pas clandestine.



**Jean-Paul Gourévitch, à gauche, et Michèle Tribalat, à droite, sont quasiment les deux seuls intellectuels français à avoir étudié l'immigration d'une façon objective, sans a priori idéologique.**



Si Michèle Tribalat privilégie l'accès à une information loyale sur des recherches souvent occultées, *Contribuables Associés* s'interroge surtout sur la réduction des déficits publics. L'immigration est une réalité liée aux déséquilibres Nord-Sud et qui ne pourra qu'augmenter en France tant que l'eupéanisation des politiques migratoires ne sera pas effective et que les immigrants pratiqueront le « *shopping migratoire* » qui consiste à s'établir dans le pays où ils trouvent le plus d'avantages et le moins d'inconvénients. Même si sa politique en matière de logements ou de création d'entreprises est dissuasive, la France ne manque pas d'atouts dans ce domaine. Un système de santé performant et ouvert à tous, un système d'éducation dont la valeur internatio-

nale est largement reconnue, des diasporas dynamiques qui apportent leur concours aux nouveaux arrivants, une politique d'accueil plutôt généreuse en comparaison des autres États européens, qui subventionne la demande d'asile, n'arrive pas à reconduire aux frontières tous ceux dont l'expulsion a été ordonnée et régularise discrètement près de 30 000 « sans-papiers » par an.

Les dépenses de l'immigration ne peuvent donc guère diminuer car les immigrés n'envisagent pas de repartir et la natalité des populations d'origine étrangère reste largement supérieure à celle des autochtones. Il faut donc augmenter les recettes, c'est-à-dire le niveau d'activité et de revenus de ces populations, mieux encadrer l'immigration de peuplement et favoriser une immigration de main-d'œuvre qui paye des cotisations sociales et fiscales et contribue au développement du pays.

**C**hangement de cap ou consensus national? Aux déficits de l'immigration, il faut ajouter ceux de l'expatriation (plus de 11 milliards d'euros de dépenses et de manque à gagner pour l'État) qui n'est

pas seulement fiscale mais aussi re-traitée, entrepreneuriale, étudiante... et prive la France de cadres dont le pays a payé l'éducation et la santé, et qui vont vendre ailleurs leur force de travail avec de faibles retombées sur l'économie nationale (3,24 milliards d'euros).

Le coût de la politique migratoire de la France s'établit ainsi aujourd'hui à 38,3 milliards d'euros soit presque deux points de PIB. Au total celle-ci apparaît sur le long terme comme peu lisible, peu cohérente et mal comprise par l'opinion. Si le métissage culturel est plutôt un succès, le métissage social et religieux apparaît largement comme un échec et un ferment de division de la communauté nationale.

Les prochaines échéances électorales sont dans plus de 2 ans. Encore faudrait-il que les partis de gouvernement et ceux qui aspirent à les remplacer acceptent d'en débattre loyalement à partir d'une expertise indépendante, et de chercher un consensus national minimum. Les migrations ne sont pas une question politicienne à instrumentaliser pour gagner des voix sur sa gauche ou sur sa droite, mais un défi majeur du XXI<sup>e</sup> siècle qui concerne l'ensemble des pays développés et en premier lieu le nôtre.

**J.-P. G. ■**

(1) *Le coût de la politique migratoire de la France*, monographie éditée par *Contribuables Associés* et téléchargeable gratuitement sur leur site [www.contribuables.org](http://www.contribuables.org).

Jean-Paul Gourévitch est consultant international sur l'Afrique et les migrations. Outre *Le rêve méditerranéen d'Ulysse à Nicolas Sarkozy* (L'Œuvre, 2009, cf. la recension dans le n°213) qui a obtenu le prix Pierre Gaxotte de l'essai historique, il est l'auteur de 58 ouvrages dont *l'immigration ça coûte ou ça rapporte?* (Larousse, 2009) et des trois monographies sur le sujet publiées par *Contribuables Associés*. On peut le retrouver sur son site [www.leplaisir.net](http://www.leplaisir.net)

**« Il faut abandonner le slogan selon lequel "l'immigration est une chance pour la France". »**